



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale  
& pays baltes**

Veille régionale  
du pôle

# Développement durable

Septembre-Octobre 2025

# Sommaire

---

|                                 |           |
|---------------------------------|-----------|
| <b>Focus – transports</b> ..... | <b>3</b>  |
| <b>Faits saillants</b> .....    | <b>4</b>  |
| POLOGNE .....                   | 4         |
| HONGRIE.....                    | 7         |
| TCHÉQUIE .....                  | 8         |
| SLOVAQUIE.....                  | 12        |
| LITUANIE .....                  | 15        |
| LETTONIE .....                  | 16        |
| ESTONIE .....                   | 17        |
| <b>Agenda</b> .....             | <b>19</b> |

**9,36 Mds€**

**Valeur totale des appels  
d’offres dans le cadre du  
projet CPK prévus en 2026**

Mégaprojet polonais incluant  
un aéroport greenfield et  
un réseau ferroviaire TGV

# Focus – transports

## **La Pologne mise sur un développement ferroviaire ambitieux**

Lors du 16e Salon international du rail TRAKO à Gdańsk, le Premier ministre Donald Tusk a indiqué que sa priorité personnelle est que la Pologne se classe parmi les leaders mondiaux et européens avec un réseau ferroviaire moderne et les trains les plus rapides. Il a annoncé que les années à venir seraient marquées par des investissements records dans le secteur ferroviaire. Il a mentionné des projets ambitieux, dont la construction du réseau à très grande vitesse permettant de voyager à plus de 300 km/h, la modernisation des gares et la restauration des connexions.

## **République tchèque – forte dynamique ferroviaire et autoroutière en PPP**

La République tchèque développe simultanément plusieurs projets autoroutiers et ferroviaires via des partenariats public-privé (PPP), notamment la LGV « Moravian Gate » et la ligne Brno–Přerov. Par ailleurs, RegioJet a remporté un contrat majeur pour exploiter quatre lignes express avec des trains hybrides de Škoda, renforçant la transition énergétique du rail tchèque.

## **Lettonie – avancement du projet Rail Baltica et électrification du réseau**

La Lettonie a signé un contrat de 1,8 Md € pour l'électrification du projet Rail Baltica, qui reliera les États baltes au reste de l'Europe via une ligne à grande vitesse. Un autre projet, doté de 123 M€, prévoit l'achat de trains électriques à batteries et l'installation d'infrastructures de recharge d'ici 2029.

## **Hongrie – grands chantiers autoroutiers et audit du projet ferroviaire chinois**

La Hongrie lance les travaux d'élargissement de l'autoroute M1 pour un montant de 2 Mds € et engage un audit technique complet sur la section hongroise du projet ferroviaire Budapest–Belgrade, construite à 95 % par un consortium chinois. Ce contrôle vise à renforcer la transparence et la sécurité du financement du projet.

# Faits saillants

## POLOGNE

### Nominations

Le Premier ministre Donald Tusk a nommé Konrad Wojnarowski au poste de vice-ministre de l'Énergie. Membre du Parti populaire polonais (PSL), Wojnarowski est diplômé en relations internationales, en droit et en gestion de la politique énergétique et climatique, et a auparavant été vice-ministre des Fonds et de la Politique Régionale. Il est responsable des départements suivants : Département des mines et de la sidérurgie, Département du chauffage, Département de l'électromobilité, des carburants et de l'économie de l'hydrogène, Département de la numérisation et de la sécurité.

### Énergie

La CE a décidé de poursuivre la Pologne devant la CJUE pour ne pas avoir transmis la version finale de son Plan national pour l'énergie et le climat (PNEC - *KPEiK*), comme l'exige le règlement européen sur la gouvernance de l'union énergétique. Tous les États membres devaient soumettre leur plan révisé avant juin 2024, mais la Pologne n'a fourni qu'une version préliminaire évaluée par la Commission en avril 2024. Après plusieurs rappels et une procédure d'infraction engagée en novembre 2024, la Commission a émis une opinion motivée en mars 2025, estimant que la Pologne ne respectait pas ses obligations. Malgré cela, le plan final n'a toujours pas été envoyé à Bruxelles, ce qui a conduit la Commission à saisir la CJUE. Le gouvernement polonais a indiqué que le *KPEiK* devrait être finalisé d'ici la fin 2025, sous la supervision du ministère de l'Énergie. Le plan prévoit une part de 51,8 % d'énergies renouvelables d'ici 2030 et de près de 80 % d'ici 2040, avec une quasi-disparition du charbon après 2040.

#### - électricité

Le ministère de l'Énergie et PSE, gestionnaire du réseau électrique polonais, ont présenté un paquet « anti-blackout », ensemble de réformes visant à renforcer la sécurité énergétique et la résilience du réseau polonais face aux pannes et cybermenaces. Prévu pour être mis en œuvre d'ici 2026, le plan modifie les lois sur l'énergie, la cybersécurité et les marchés publics. Selon le ministre de l'Énergie Miłosz Motyka, la réforme introduira des contrats de raccordement plus flexibles, un système d'enchères, des procédures simplifiées et un renforcement du cyber-contrôle, tout en réduisant la dépendance au gel des prix. Le programme repose sur six priorités : meilleure gestion du système, promotion du contenu local, cybersécurité renforcée, indépendance des opérateurs, simplification des raccordements et encadrement des prosommateurs. Le gouvernement investira environ 15 Mds€ sur dix ans pour moderniser le réseau et renforcer le Centre national d'analyse énergétique (NCAE), afin d'assurer la stabilité et la sécurité du système électrique polonais.

#### - chauffage

Tauron construira de nouvelles sources de chaleur pour la centrale à Jaworzno. Le groupe réalisera sur le site de Jaworzno III une installation moderne combinant moteurs à gaz en cogénération, chaudières électrodes, accumulateur de chaleur et chaudières gaz-fioul, afin de remplacer les anciens blocs charbon et de fournir de la vapeur technologique au bloc de 910 MW. Le projet, mené par Tauron Wytwarzanie, permettra une production de chaleur flexible et plus propre, utilisant l'électricité issue de sources renouvelables et réduisant les émissions de CO<sub>2</sub>. Selon la direction du groupe, cette initiative s'inscrit dans la stratégie de décarbonisation du chauffage urbain et contribuera à la transition énergétique locale tout en garantissant une alimentation stable en chaleur pour les habitants de Jaworzno.

## **- renouvelables**

Polenergia a lancé la construction de la ferme photovoltaïque Rajkowy en Poméranie, un projet de 17,6 M€ couvrant 46 h avec 56 000 panneaux solaires. Réalisée par Nomad Electric, elle emploiera jusqu'à 150 personnes et produira 37 GWh par an dès fin 2026, soit l'équivalent de la consommation de plusieurs milliers de foyers. Ce projet s'inscrit dans la stratégie 2025-2030 du groupe visant à renforcer son portefeuille d'EnR terrestres et offshore. Après ce projet, la capacité terrestre de Polenergia atteindra 677 MW, tandis que ses projets offshore développés avec Equinor totaliseront 3 000 MW.

De son côté, PGE a lancé la construction du plus grand système de stockage d'énergie en Pologne à Żarnowiec, un investissement de 362,8 M€ réalisé par LG Energy Solution Wrocław. Doté d'une puissance de 262 MW et d'une capacité de 981 MWh, il sera opérationnel en 2027 et comptera parmi les plus vastes d'Europe. Le projet, basé sur un modèle 100 % local, utilisera des batteries produites en Pologne et bénéficiera d'un contrat de capacité de 17 ans à partir de 2029.

PGE prévoit d'investir au total 3,28 Mds€ d'ici 2035 pour porter sa capacité de stockage à plus de 18 GWh, dont 8 GWh en batteries, renforçant ainsi la flexibilité et la sécurité énergétique du pays.

## **- gaz**

Energia a sélectionné les entrepreneurs pour des installations gazières clés. L'entreprise a retenu un consortium composé de Polimex Mostostal et Siemens Energy comme entrepreneur principal pour la centrale à cycle combiné (CCGT) de Gdańsk, d'une capacité de 600 MW et d'un coût estimé à 698 M€, dont 389 M€ reviendront à Polimex. Siemens a également été choisi pour la centrale CCGT Grudziądz II (560 MW). Les deux projets bénéficieront d'un contrat de capacité de 17 ans à partir de 2029, assurant un chiffre d'affaires total d'environ 2,23 Mds€. Leur mise en œuvre soutient l'objectif d'Orlen d'augmenter la capacité de ses unités au gaz de 1,8 à 4,3 GW d'ici 2035, tout en s'inscrivant dans la politique gouvernementale de soutien aux entreprises polonaises dans les investissements énergétiques stratégiques.

Polska Spółka Gazownictwa (PSG) a présenté son rôle dans la transition énergétique et sa préparation à l'intégration du biométhane. PSG, principal opérateur gazier polonais, investira env. 27,5 M€ d'ici 2030 pour moderniser ses réseaux et raccorder les futures installations. Soutenue par 367 M€ de fonds européens, l'entreprise a déjà signé 12 contrats de raccordement et délivré plus de 1 000 autorisations.

Le ministère du Climat et de l'Environnement prévoit de relancer les réformes réglementaires sur le biométhane, incluant des enchères pour les installations de plus de 1 MW. À terme, la Pologne espère couvrir sa demande en gaz grâce à la production nationale, mais le coût élevé des investissements freine encore le développement du secteur.

## **- hydrogène**

ORLEN a inauguré à Włocławek une station de ravitaillement en hydrogène accessible au public. Les conducteurs qui l'utiliseront pourront alimenter leurs véhicules avec du carburant provenant du hub hydrogène du groupe, situé à proximité immédiate de la station. Le nouveau site a été construit le long du réseau transeuropéen de transport (TEN-T). Il s'agit d'un nouvel investissement qui s'inscrit dans la stratégie H2 du groupe ORLEN qui prévoit que d'ici 2030 le groupe aura plus de 100 stations de ravitaillement en hydrogène en Pologne et à l'étranger.

## **Environnement**

Le 17 septembre 2025, le Conseil des ministres a adopté le projet de loi concernant la création du Parc national de la Vallée de la Basse Oder sur le territoire des communes de Widuchowa, Kołbaskowo et de la ville de Szczecin. Il s'agit du premier parc national créé en Pologne depuis 24 ans. Actuellement, la Pologne compte 23 parcs nationaux, qui couvrent un peu plus de 1 % de la superficie du pays.

## **- eau**

Les entités sous tutelle du ministère des Infrastructures réaliseront, d'ici la fin 2028, des travaux d'une valeur totale de plus d'1 Md PLN (230 M€) dans le cadre de l'élimination des conséquences des inondations de l'année dernière. Il s'agira des actions visant à rétablir la fonctionnalité antérieure ou à introduire de nouvelles solutions dans les infrastructures ferroviaires et routières endommagées lors des inondations.

## **- adaptation au changement climatique**

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et la Gestion des Eaux (NFOŚiGW) a ouvert l'appel à candidatures pour le financement du développement de la trame verte et bleue et de la gestion des eaux pluviales. Un financement de 500 M PLN (116,3 M€) sera destiné aux investissements des collectivités locales. Les fonds proviennent du programme des Fonds Européens pour l'Infrastructure, le Climat et l'Environnement (FENIKS) 2021-2027. Les demandes de subvention peuvent être soumises du 30 septembre 2025 au 30 avril 2026.

## **Infrastructures**

### **- CPK**

En 2026, le projet du nouvel aéroport central CPK entrera dans une phase décisive avec le lancement d'appels d'offres d'une valeur totale d'environ 9,36 Mds€. Les plus importants, estimés à 4,68 Mds€, seront publiés au deuxième trimestre, contre 1,64 Mds€ au premier, 0,70 Md€ au troisième et 2,34 Mds€ au quatrième. Près de 100 appels d'offres sont prévus, dont les plus importants – d'environ 1,17 Md€ chacun – concerneront la ligne ferroviaire à grande vitesse Varsovie–Łódź et la construction d'un tunnel sous l'aéroport. Selon Maciej Lasek, vice-ministre des Infrastructures et plénipotentiaire du gouvernement pour le projet, les autorités souhaitent favoriser les entreprises polonaises, en valorisant leur expertise locale et leur expérience des grands investissements nationaux.

Parallèlement, CPK a signé un accord de conseil financier avec le consortium Lazard Frères SAS et Pekao Investment Banking, d'une valeur de 10,5 M€, afin de structurer et optimiser le financement du projet, dont le coût global est estimé à 30,8 Mds€. Le consortium accompagnera également CPK dans ses négociations avec les institutions financières.

## **Transport**

### **- ferroviaire**

Alan Beroud, président de PKP SA, a été élu président, pour le mandat 2026-2027, de la Communauté européenne du rail (CER), plus grande organisation européenne réunissant les chemins de fer et les gestionnaires du réseau ferroviaire. De plus, depuis le 3 juillet 2024, Alan Beroud est également président de l'Union internationale des chemins de fer (UIC), la plus grande organisation ferroviaire mondiale, regroupant près de 200 entités provenant d'environ 100 pays.

Le 23 septembre, lors de l'inauguration du 16e Salon international du rail TRAKO à Gdańsk, le Premier ministre Donald Tusk a souligné l'importance cruciale du rail pour la Pologne. Il a décrit les ambitions de développement du réseau ferroviaire national et a déclaré que les prochaines années seraient record pour les chemins de fer polonais. Il a également évoqué les projets de construction d'une ligne à très grande vitesse, qui permettrait de voyager à plus de 300 km/h. Le Premier ministre a annoncé que « dans les prochains jours, une commande historique sera passée pour le train à grande vitesse ». Le ministre des Infrastructures, Dariusz Klimczak, a annoncé que le budget du ministère dépasserait 100 Mds PLN (23,2 Mds€) l'année prochaine, dont une grande partie serait consacrée au chemin de fer, notamment à l'achat de matériel roulant, à la construction de nouvelles lignes et à l'entretien des infrastructures existantes. En outre, il a annoncé que 1 000 km de nouvelles lignes ferroviaires seraient construites en Pologne d'ici 2035.

PESA, fabricant polonais de matériel roulant, procède à l'agrandissement de son usine à Bydgoszcz. Pour près de 500 M PLN (116 M€), de nouveaux halls – de construction et d'assemblage – ainsi qu'un nouvel entrepôt de pièces détachées seront construits. PESA mise aussi de plus en plus sur le soudage au laser. Les investissements en cours visent avant tout à augmenter la capacité de production de l'usine de Bydgoszcz et à contribuer au doublement de cette capacité d'ici 2027.

PESA réalise actuellement une série de commandes de rames, de tramways et de locomotives, dont la valeur totale dépasse 12 Mds PLN (2,8 Mds€). Les contrats les plus importants concernent les unités diesel destinées aux Chemins de fer tchèques ainsi que deux contrats portant sur du matériel roulant pour les Chemins de fer roumains.

### **- mobilité durable**

À partir du 20 octobre, les organisations non gouvernementales, les parcs nationaux, ainsi que les institutions éducatives, médicales et sociales pourront demander des subventions dans le cadre du programme d'achat de véhicules électriques mené par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW). Jusqu'à présent, le programme soutenait uniquement les particuliers et les entreprises individuelles, qui pouvaient solliciter des aides allant jusqu'à 40 000 PLN (9 300€). Dans sa nouvelle version, le NFOŚiGW étendra son soutien aux véhicules de catégorie M2, soit les petits minibus, et N1, soit les véhicules utilitaires jusqu'à 3,5 t. Le budget du programme sera réduit d'1,6 Md PLN (370 M€) à 1,1 Md PLN (255 M€) et n'exclura pas les véhicules extra-UE. Les fonds proviennent toujours du Plan National de Relance et de Résilience. Le NFOŚiGW supprimera la prime pour les faibles revenus. Au 7 octobre, 16 314 demandes de soutien pour un montant total de plus de 500 M PLN (116,3 M€) ont été déposées dans le cadre du programme. Les demandes peuvent être déposées jusqu'au 30 avril 2026 ou jusqu'à épuisement des fonds.

## **HONGRIE**

### **Énergie**

Dans le cadre de sa stratégie énergétique, le gouvernement hongrois a lancé un appel à projets pour le programme Jedlik Anyos, visant à soutenir la production de biogaz et de biométhane. Ce programme, annoncé par le ministère de l'Énergie, dispose d'un budget total de 40 Mds HUF (environ 100 M€). Près de la moitié de ce montant est réservée aux installations de petite taille, produisant moins de 500 m<sup>3</sup> de biogaz par heure, afin de favoriser la production d'énergie renouvelable en autoconsommation.

Les subventions sont attribuées sous forme d'aides non remboursables pour des investissements réalisés dans l'ensemble de la chaîne de valeur du biogaz et du biométhane, incluant la collecte et le stockage des matières premières, la préparation et le traitement des matières organiques, la production de biogaz par digestion anaérobie, ainsi que la production de chaleur et/ou d'électricité à partir de biogaz. Les montants des aides varient en fonction de la taille de l'entreprise et du projet. Les micro et petites entreprises peuvent bénéficier d'une aide couvrant jusqu'à 65 % des coûts éligibles, tandis que les entreprises moyennes et grandes peuvent obtenir respectivement 55 % et 45 %. La date limite pour la réalisation physique du projet et le règlement des coûts éligibles est fixée au 31 décembre 2028. Ce programme s'inscrit dans une politique globale visant à tripler la production de biogaz en Hongrie d'ici 2030, passant de 200 M m<sup>3</sup> actuellement à 600 M m<sup>3</sup>.

### **- électricité**

Le marché de gros hongrois de l'électricité a enregistré un record de 309 heures de prix nuls ou négatifs entre janvier et août 2025, dépassant déjà le total annuel de 2024 (306 heures) et celui de 2023 (93 heures). Ce phénomène est dû à une production solaire excédentaire, désormais capable de couvrir jusqu'à 90 % de la demande domestique lors des pics, combinée à une faible consommation et à une capacité de stockage encore limitée.

Selon le gestionnaire de réseau de transport d'électricité Mavir, la capacité installée en énergies renouvelables a atteint 9 002,6 MW début septembre 2025, un niveau historique pour le pays. Le solaire domine largement le mix avec 8 117 MW, suivi par la biomasse et le biogaz (445 MW), l'éolien (325 MW) et l'hydraulique (63 MW). Cette progression est portée en grande partie par le développement d'installations photovoltaïques de faible puissance, avec plus de 330 000 unités domestiques connectées au réseau, contribuant à l'augmentation de 860 MW depuis janvier 2025.

### - gaz

Le ministre des Affaires étrangères Péter Szijjártó a indiqué que la Hongrie reçoit actuellement 21 M m<sup>3</sup> de gaz par jour via le gazoduc TurkStream (transit par la Serbie), soit 5 Mds m<sup>3</sup> depuis début 2025.

Le groupe énergétique public MVM CEEnergy a signé un contrat d'approvisionnement en gaz naturel de dix ans avec Shell, portant sur la livraison d'environ 200 M m<sup>3</sup> par an à partir de 2026, soit un total estimé de 2 Mds m<sup>3</sup> sur la période. Cet accord, conclu en marge des discussions sur la diversification énergétique, couvrira environ 2,5 % de la demande annuelle hongroise (environ 8 Mds m<sup>3</sup>).

### - pétrole

Le groupe pétrolier MOL a annoncé la découverte de deux nouveaux champs pétroliers en Hongrie, situés à Somogysámson (ouest du pays) et Galgahévíz (centre du pays). Ces gisements représentent environ 5 % de la production nationale de pétrole brut. Le pétrole est transporté vers la raffinerie de Százhalombatta, au sud de Budapest, pour traitement.

## Infrastructure

### - ferroviaire

Le ministre de la Construction et des Transports, János Lázár, a ordonné un audit technique et financier complet de la section hongroise (152 km) du projet ferroviaire Budapest–Belgrade, menée à 95 % par un consortium chinois. L'expertise sera réalisée par TÜV.

### - routier

Le gouvernement lancera en octobre les travaux d'élargissement de l'autoroute M1 (Budapest–Győr) sur 60 km, pour un coût total de 800 Mds HUF (≈ 2 Mds€). L'infrastructure passera à six voies, avec une voie réservée aux poids lourds au niveau de l'entrée de Budapest.

# TCHÉQUIE

## Energie

### - charbon

L'extraction de charbon en Tchéquie a progressé au premier semestre 2025, malgré la trajectoire de déclin annoncée. Près de 13,2 Mt ont été extraites (+10 % en g.a), dont 12,55 Mt de lignite concentrées dans les bassins de Most, Chomutov, Teplice et Sokolov. À l'inverse, la houille poursuit son repli avec 0,614 Mt extraites (-7 % en g.a), principalement du charbon à coke (0,415 Mt), la dernière mine active opérée par ČSM dans la région de Karviná devant fermer d'ici T1 2026. Si les énergéticiens n'ont pas encore arrêté de calendrier pour la fermeture de leurs centrales, CEZ anticipe une sortie progressive du charbon d'ici 2028, sous l'effet des prix de marché et du coût des quotas d'émission.

Plus d'information : article [Oenergetice](#), rapport du [MPO](#)

### - gaz

CEZ a acquis auprès d'E.ON, via sa filiale GasNet, 100 % de Gas Distribution, opérateur de 4 600 km de réseaux dans le Sud de la Bohême et la Vysočina (111 000 points d'approvisionnement, 2,8 TWh distribués en 2024). L'opération, soumise à l'approbation des régulateurs, permettra à CEZ de contrôler la distribution de gaz dans tout le pays hors Prague. GasNet gère déjà 65 000 km de conduites, 2,2 M de clients et 59 TWh distribués. Selon le PDG

Daniel Benes, cette acquisition renforce la part régulée du portefeuille, stabilise les revenus pour les actionnaires et positionne le gaz comme énergie de transition pour remplacer le charbon dans la production de chaleur et d'électricité.

Plus d'information : communiqué de [CEZ](#)

## - nucléaire

CEZ a attribué à *Doosan Skoda Power*, filiale tchèque du sud-coréen *Doosan Enerbility*, un contrat de plusieurs centaines de millions d'euros pour remplacer les groupes électrogènes de la centrale nucléaire de Temelín lors des arrêts programmés des unités en 2029 et 2030. Les nouveaux équipements, parmi les plus grands d'Europe (65 m, >2 000 t), permettront d'accroître la production et la flexibilité du site (actuellement de 1 086 MW par unité). Le contrat inclut 15 ans de maintenance.

Plus d'information : communiqué [Doosan Skoda Power](#), article [Oenergetice](#)

## - EnR

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a publié les résultats des enchères 2025 pour les sources d'énergie soutenues (SER). La cogénération a enregistré une forte participation avec 48 projets retenus pour une capacité totale de 905 MW. Deux projets concentrent plus de 90 % du volume attribué : la centrale au gaz naturel d'Energotrans à Mělník (650 MW) et l'unité biomasse-gaz de Plzeňská teplárenská (200 MW). L'appel d'offres dédié à l'éolien de 180 MW n'a attiré qu'un seul projet, soumis par WEB VP Břežany. Deux petites centrales hydroélectriques d'une puissance de 2,5 MW chacune ont été sélectionnées, avec un prix d'achat de 4 300 CZK/MWh.

Plus d'information : communiqués MPO (1, 2), article [Oenergetice](#)

## - électricité

Depuis le 3 septembre 2025, la Tchéquie participe à l'initiative régionale ALPACA, intégrant ses services d'équilibrage de puissance automatique (aFRR) avec l'Allemagne et l'Autriche. Selon [EIFlexi](#), principal agrégateur tchèque de flexibilité, les sources locales trouvent désormais des débouchés compétitifs à l'export, notamment vers l'Allemagne (jusqu'à 100 MW).

Plus d'information : article [Oenergetice](#)

## Electromobilité

*Toyota Motor Europe* lance à Kolín la production d'un véhicule électrique à batterie et de systèmes complets de batteries. L'investissement total s'élève à 17 Mds CZK (680 M€), dont 1,6 Md CZK (64 M€) de soutien public, et comprend l'extension du site de 152 000 à 173 000 m<sup>2</sup>, la construction d'un atelier de peinture, d'un atelier de soudure et d'une ligne d'assemblage de batteries. Le projet créera 245 emplois directs et renforcera la filière locale, 65 % des composants étant déjà fournis par des entreprises tchèques.

Plus d'information : communiqués [MPO](#) et [Toyota](#)

## Sobriété

### - gestion des déchets

À Jiříkov dans la région Ústí nad Labem, l'évacuation de 170 t de déchets importés illégalement d'Allemagne a débuté, financée par la Bavière. L'affaire, imputée à la société allemande *Roth International*, est qualifiée de crime organisé. Son dirigeant et un chauffeur ont été placés en détention, en coopération avec le parquet allemand. Des analyses des sols seront financées par l'État tchèque pour exclure tout risque de contamination. Une procédure analogue est en préparation à Horní Heršpice près de Brno pour d'autres déchets issus du même trafic.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

### - efficacité énergétique

La ville de České Budějovice a réalisé un projet de performance énergétique d'un montant de 345 M CZK (13,8 M€), financé par une subvention du Fonds national pour l'environnement

(138 M CZK ; 5,52 M€), un apport municipal de 100 M CZK (4 M€) et, pour le solde, par les économies d'énergie garanties sur dix ans, attendues d'un contrat de performance énergétique. Neuf bâtiments publics ont fait l'objet d'une rénovation comprenant l'isolation thermique, la modernisation des systèmes de chauffage et de régulation, l'installation de ventilation avec récupération de chaleur. Le projet comprend également l'installation de centrales photovoltaïques d'une capacité totale de 1,05 MW.

Plus d'information : communiqué [MZP](#)

## Environnement

### - biodiversité

Le ministère de l'Environnement (MZP), en coordination avec le ministère de l'Agriculture, a soumis à consultation interministérielle un amendement au décret sur les espèces spécialement protégées visant à reclasser le loup commun de la catégorie « en danger critique » à « en voie de disparition ». Les dispositifs d'indemnisation et de soutien aux éleveurs sont maintenus. Un plan d'urgence national précisera les modalités d'intervention.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#)

Le gouvernement a mandaté l'entreprise publique DIAMO pour assurer, à partir du 1er novembre 2025, la deuxième phase d'assainissement du site de Hustopeče nad Bečvou, contaminé au benzène après l'accident ferroviaire de février 2025. L'opérateur mènera les travaux jusqu'à la stabilisation et la reconversion sécurisée du site. La première phase de pompage du benzène, pilotée par l'opérateur public *Správa železnic*, s'achèvera fin octobre.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#)

Le 29 septembre 2025, un mémorandum officialisant la construction du réservoir de Vlachovice a été signé par les neuf communes concernées, la région de Zlín, les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, les services d'eau de Zlín et le gestionnaire du bassin de la rivière Morava. L'ouvrage, d'une capacité totale de 29,1 M m<sup>3</sup>, comprendra 23 M m<sup>3</sup> destinés à l'alimentation en eau et au soutien d'étiage de la Vlára, et 4 M m<sup>3</sup> réservés à l'écêtement des crues. L'étude d'impact environnemental est en cours et les permis sont attendus d'ici fin 2026 pour un démarrage des travaux en 2029.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#)

Le gouvernement a adopté le nouveau programme national d'éducation et de sensibilisation à l'environnement pour 2026-2035. Coordonné par les ministères de l'environnement et de l'éducation, le programme vise à développer des comportements responsables autour de la biodiversité, du climat, de l'économie circulaire et des compétences vertes. Il vise la participation de 50 % des écoles à des programmes éducatifs de longue durée et la certification d'« écoles vertes ». La mise en œuvre s'appuiera sur les budgets ministériels existants, le Programme national de l'environnement et le programme opérationnel Environnement.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#)

## Transports et infrastructures

### - ferroviaire

Le bénéfice net réalisé par le groupe *České dráhy* au cours du 1er semestre 2025 s'est nettement dégradé de 36% en g.a à 444 M CZK (18 M€), principalement en raison d'un déclin important de l'activité de fret. Sur la période reportée, la branche *ČD Cargo* a enregistré une perte de 931 M CZK (38,1 M€), contre un bénéfice de 240 M CZK (9,8 M€) réalisé au cours du S1 2023, et poursuit les licenciements et la réduction de son parc de véhicules. L'activité du transport de passagers, avec plus de 80,1 M de passagers transportés, a légèrement progressé avec un bénéfice avant imposition de 1,1 Md CZK, en hausse de 73%. L'agence de notation *Moody's* a confirmé en 2024 la note Baa2 de l'opérateur, assortie d'une perspective « positive » au lieu de « stable ».

L'opérateur privé *RegioJet* a gagné le plus grand contrat d'exploitation de quatre lignes express en nord-est de la Bohême (Prague-Tanvald-Rumburk ; Rumburk-Kolín ; Liberec-Pardubice et Pardubice-Ústí) en OSP à partir de décembre 2029 pour une durée de 15 ans. La

valeur du contrat s'élève à 11,63 Mds CZK (478 M€) pour 4,5 M km par an. *RegioJet* remplacera sur ces lignes *Arriva* avec les nouveaux trains hybrides du type BEDMU (Battery Electric Diesel Multiple Unit) de *Škoda Transportation*. La valeur du contrat pour les 34 trains *Škoda* s'élève à 9 Mds CZK (366 M€).

### - routier

Le Conseil des ministres a approuvé le 30 septembre deux nouveaux projets d'infrastructures de transport pouvant être réalisés en PPP – les tronçons de 58,5 km sur l'autoroute D3 en Bohême centrale (2,2 Mds€) et de 37 km sur l'autoroute D55 en Moravie de Sud (1,1 Md€). En revanche, pour la partie nord du périphérique de Prague cette solution n'a pas été retenue. Le montage PPP a déjà été retenu pour deux projets autoroutiers (PPP D4 ; PPP D 35) et cinq projets ferroviaires (PRAK – connexion à l'aéroport de Prague ; LGV Moravian Gate ; LGV Moravie de Sud ; deux tronçons de la ligne conventionnelle Brno-Přerov).

Selon le jugement définitif de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce et de la Chambre agraire de la République tchèque, Eurovia CZ et PKP Cargo International doivent réparer certaines parties de la surface ondulée sur l'autoroute D1 (ancienne D7 près d'Ostrava) avant mi-2027. Dans ce litige qui remonte à 2011, le tribunal n'a toutefois pas donné suite à la plupart des demandes de la Direction des routes et des autoroutes ŘSD qui a reproché à Eurovia d'avoir utilisé des matériaux de mauvaise qualité (scories d'acier), responsables de la déformation de la chaussée. Eurovia a contesté cette accusation, arguant qu'elle avait suivi les instructions de la ŘSD.

### - urbain

Le président de l'Autorité de la concurrence UOHS a définitivement rejeté l'appel du consortium PVM (Porr-Vinci-Marti) contre son élimination de l'appel d'offres pour le 2ème tronçon de la nouvelle ligne métro D de Prague (Olbrachtova-Nové Dvory). Des expertises techniques ont confirmé des lacunes dans le calendrier proposé et des irrégularités qui le rendait incompatible avec le cahier des charges (par exemple l'absence d'un calendrier des essais et des révisions ou d'un calcul des coûts de maintenance des tunnels après la fin de la construction). Suite à cette décision, le groupement retenu précédemment, Subterra / Hochtief / BeMo Tunneling, a été déclaré attributaire du contrat de 29,9 Mds CZK (1,2 Md€).

## Fonds européens

Le MZP et le Fonds national pour l'environnement ouvrent de nouveaux appels à projets dans le cadre de l'[OPE 2021-2027](#). Une enveloppe de 300 M CZK (~12 M€) est dédiée à la modernisation des cuisines, des blanchisseries et d'autres installations énergivores dans les écoles, les hôpitaux et les services sociaux, avec un taux de soutien couvrant jusqu'à 40 % des coûts. En parallèle, 180 M CZK (~7,2 M€) financeront des mesures d'adaptation au changement climatique. Les candidatures sont ouvertes du 17/09/2025 au 30/04/2026.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#)

Le MZP ouvre un appel à projet de 3 Mds CZK (~120 M€) pour financer jusqu'à 100 % des coûts de systèmes naturels de protection contre les crues tels que la revitalisation et la renaturation de cours d'eau, les plaines inondables, les zones humides et 85 % des coûts des réservoirs de rétention. Les projets, à déposer du 1/10/2025 au 30/09/2026, devront être finalisés d'ici 2030.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#)

Les ministres de l'Environnement et de l'Industrie ont présenté le premier appel de 15 Mds CZK (600 M€) du programme ELEGRID du Fonds de modernisation visant à accroître la capacité du réseau de 6 GW et à moderniser les infrastructures de transport et de distribution d'électricité. Les projets éligibles portent sur la construction et la rénovation de lignes à basse, haute et très haute tension, l'extension de sous-stations, l'installation de transformateurs de puissance et de systèmes de pilotage avancés. Les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution de plus de 90 000 points de livraison peuvent candidater entre le 29/09/2025 et le 29/01/2027.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#), article de [Oenergetice](#).

Le MZP a approuvé une subvention de 560 M CZK (~22,4 M€) au titre du programme opérationnel Environnement pour la troisième phase de l'assainissement du complexe OSTRAMO à Ostrava. Il s'agit d'un ancien site de raffinage classé parmi les passifs environnementaux majeurs du pays. Après la cartographie et le retrait des pollutions superficielles (2017-2018), puis l'excavation des sols saturés et la démolition des structures (2018-2024), cette phase vise l'élimination intégrale des contaminations résiduelles, le suivi environnemental et la remise en état d'ici 2029. Au total, 1,2 Md CZK (~48 M€) de fonds européens auront été engagés.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

Le MZP a lancé deux appels dotés de 115 M CZK (4,6 M€) pour moderniser les centres CITES et renforcer les stations de secours accueillant les carnivores saisis dans les élevages illégaux ainsi que les espèces protégées. L'enveloppe comprend 80 M CZK (3,2 M€) du programme opérationnel Environnement pour l'extension des centres labellisés CITES et 35 M CZK (1,4 M€) du Programme national pour l'environnement pour la création ou la rénovation des stations de secours. Les subventions pourront couvrir jusqu'à 80 % des coûts admissibles. La réception des candidatures sera ouverte du 1er octobre 2025 au 28 février 2026 (PO Environnement, appel n°94) et jusqu'au 31 mars 2026 pour le Programme national.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

Le MZP lance l'appel ENERGov doté de 500 M CZK (~20 M€) du Fonds de modernisation, pour soutenir la rénovation énergétique des bâtiments publics classés. Les subventions, couvrant jusqu'à 50 % des coûts, financeront isolation, modernisation des systèmes CVC, ventilation, ENR, récupération d'eaux pluviales et bornes de recharge. Le critère minimal pour les bâtiments protégés est fixé à 10 % d'économies d'énergie primaire. Un manuel méthodologique accompagnera l'appel pour faciliter l'installation de PV en autoconsommation sur toits publics. L'appel complète les 168 projets déjà financés (4 Mds CZK) depuis 2023, dont la Maison de la culture de Mladá Boleslav (137 M CZK) et l'hôpital Thomayer (90 M CZK).

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

Le MZP lance un nouvel appel du PO Environnement, doté de 80 M CZK (3,2 M€) pour la rénovation énergétique et fonctionnelle des écocentres. Les subventions couvriront jusqu'à 80 % des coûts éligibles. Les projets doivent être achevés d'ici 2029.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

Le MZP a lancé un appel du Programme national de l'environnement de 1 Md CZK (40 M€) pour moderniser ou construire des stations d'épuration et réseaux d'assainissement dans plus de 60 communes situées à proximité des zones karstiques de Bohême et de Moravie. Le soutien couvre jusqu'à 75 % des coûts pour de nouveaux réseaux et STEP, 60 % pour la modernisation, avec des normes de traitement renforcées. Les candidatures seront ouvertes du 1er novembre 2025 à fin 2027, pour des projets devant être achevés d'ici 2030.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

## SLOVAQUIE

### Transit de gaz

Depuis 1er janvier 2025, la fin du transit du gaz russe, à travers le territoire ukrainien, impacte sévèrement la performance de la société Eustream. Société sous contrôle managérial du groupe tchèque EPH, elle assure le transit du gaz sur le territoire slovaque. Alors qu'Eustream assurait le transit du gaz russe vers l'Europe occidentale avec une capacité de 90 Mds m<sup>3</sup>/an, ces deux dernières années le transit est tombé à seulement 17 Mds m<sup>3</sup>/an. En 2025, selon le directeur d'Eustream, Rastislav Nukovic, le transit devrait baisser à 5 Mds m<sup>3</sup>, ce qui correspond à la consommation domestique du gaz.

### Énergie

Le 1er octobre 2025, le parlement slovaque a approuvé le nouveau cadre législatif pour l'attribution d'une aide énergétique « ciblée » aux ménages slovaques. Depuis 2022, tous les ménages slovaques bénéficiaient d'une aide qui avait gelé les prix au niveau pré-guerre en Ukraine. Selon la loi, l'aide dépendra désormais de la somme des revenus de toutes les

personnes physiques du ménage. La loi ne précise pas le montant de l'aide, qui sera défini par un décret gouvernemental dans les prochaines semaines.

Les modalités d'allocation de l'aide varieront selon le type d'énergie concerné. Pour le gaz et l'électricité, l'aide devrait être directement déduite de la facture. Pour le chauffage, l'aide devrait varier en fonction des fournisseurs et des régions, et prendre la forme de chèques énergétiques. Les autorités estiment cette aide à 435 M€ pour 90 % des ménages.

La ministre Denisa Sakova négocie actuellement les modalités de financement de l'aide avec la Commission européenne, le gouvernement souhaitant initialement recourir à des fonds européens non-utilisés. Le ministère de l'Economie est conscient que toute modification de l'utilisation des fonds européens est un processus lent, et la Commission n'est pas en faveur d'une telle subvention. Aussi, les autorités slovaques pourraient obtenir auprès de la Commission une certaine flexibilité dans le financement d'autres projets d'investissements, notamment dans le domaine de l'efficacité énergétique, les fonds publics ainsi libérés pouvant être éventuellement utilisés pour financer ledit bouclier tarifaire.

## **- nucléaire**

Le 10 septembre 2025, le Conseil des ministres a approuvé le texte de l'accord intergouvernemental (AIG) avec les Etats-Unis, en attente de sa signature réciproque. Cet accord établit le cadre législatif et institutionnel de coopération entre les deux gouvernements, dans le domaine du nucléaire civil et de son utilisation responsable.

Cet accord est d'une importance toute particulière en vue de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire sur le site de Jaslovske Bohunice. D'après l'Ambassade des Etats-Unis en Slovaquie, cet accord n'engage pas le gouvernement slovaque sur le choix d'une technologie ou société concrète, mais instaure un cadre pour faciliter la coopération et le soutien au développement du projet. L'accord devrait être publié, après les signatures prochaines des deux parties (date non connue).

Le 9 septembre 2025, le Parlement slovaque a approuvé un large amendement à la loi sur l'énergie qui, entre autres, instaure la possibilité du financement direct d'une nouvelle centrale nucléaire, à partir de juillet 2027. Le financement pourrait se baser sur un contrat pour différence (CfD) qui assure au producteur des prix garantis pour la production d'électricité sur de longues périodes contractuelles. Denisa Sakova propose une durée minimale de 30 ans, avec la possibilité d'une prolongation d'au moins de 10 ans.

Mi-septembre 2025, le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, a signé un contrat de long terme avec la société canadienne Cameco qui porte sur la livraison d'uranium hexafluoride naturel et des services de conversion jusqu'à 2036. Le PDG de Slovenske elektrarne, Branislav Strycek, a rappelé que la conversion était l'une des phases les plus critiques du cycle de combustible, car il s'agit d'un processus qui transforme l'uranium naturel en une forme chimique appropriée pour l'enrichissement et le traitement industriel ultérieur. Pour lui, ce contrat est stratégique pour la diversification de fournisseurs.

Les 6 et 7 octobre 2025 s'est tenu à Bratislava le forum nucléaire européen ENEF, avec la participation du PM slovaque Robert Fico, de la vice-PM et ministre de l'Economie Denisa Sakova, du ministre de l'Industrie et du commerce tchèque Lukas Vlcek et de la directrice générale de l'Energie à la Commission Ditte Juul Jørgensen. Parmi les intervenants côté entreprises françaises : EDF (panel sur l'exploitation à long terme de réacteurs existants) et Newcleo (panel sur les stratégies visant à lever les obstacles pour assurer la stabilité des investissements).

Dans son allocution, Robert Fico a souligné l'importance du nucléaire et salué le changement de perception de la Commission sur le nucléaire. Il a rappelé l'expertise slovaque sur tout le cycle, d'amont en aval : de la construction de centrales (grâce à une main d'œuvre qualifiée), à l'innovation (mentionnant la coopération entre Javys et Newcleo sur les Advanced Modular Reactors - AMR), et jusqu'au démantèlement (cf. expérience en Slovaquie de la centrale nucléaire V1). Il a également mis en exergue l'importance stratégique du nucléaire pour la compétitivité européenne, notamment dans le cadre de la transition vers l'électro-mobilité. Dans le cadre de l'AIG prévu entre la Slovaquie et les Etats-Unis pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Jaslovske Bohunice « dont le fournisseur sera probablement américain », il a souligné l'intérêt d'autres pays comme la France pour participer aux contrats.

Dans le même temps, M. Fico a critiqué vivement l'initiative REPowerEU visant notamment la fin prochaine de la dépendance aux combustibles russes. La directrice générale Mme Jørgensen a souligné l'importance de l'énergie nucléaire pour la compétitivité de l'Europe, l'énergie propre et la sécurité énergétique de l'UE. Elle a souligné la dépendance toujours importante de l'UE à la Russie qui est un « fournisseur risqué ».

### - EnR

Le ministère de l'Environnement a soutenu le projet local d'investissement dans la géothermie prévu dans la zone des Hautes Tatras (nord du pays). La société Lomnicka Teplarenska a reçu une subvention de 746 000 € dans le cadre de l'appel à projets pour la modernisation du chauffage lancé par le Fonds environnemental.

### - chaleur

Le rapport de l'Autorité de contrôle suprême valide la fusion de six centrales de chauffage publiques réalisée en 2022, en créant une seule société MH Teplarensky holding (MHTH) mais regrette le manque d'investissement. Malgré la bonne performance économique, la baisse de son endettement et la diminution des coûts salariaux, l'Autorité rappelle que les principaux projets de modernisation sont en retard et que le manque d'investissement est évalué à 460 M€.

En outre, en 2025, le gouvernement a pris la décision que MHTH ne recevrait pas la compensation pour le prix de fourniture de chaleur (plafonné par le gouvernement aux ménages slovaques) ce qui a amené MHTH à contribuer directement au financement du bouclier tarifaire. Après un profit de 21 M€ en 2024, MHTH devrait réaliser une perte de 3,7 M€ en 2025. Enfin, l'Autorité reproche à MHTH le retard des investissements dans des projets verts. Alors que MHTH voulait abandonner le charbon comme combustible, en 2024 le lignite représentait encore 20,6 % et l'antracite 4,6 % de son mix énergétique. Le projet de géothermie à Kosice est également en retard.

## Transport

### - routier

Le 10 septembre 2025, le gouvernement réuni en Conseil des ministres a approuvé la demande de la région de Bratislava de classer les voies de contournements routiers de Modra (9 200 habitants) et de Pezinok (24 300 habitants) parmi les investissements stratégiques. La région prévoit des coûts pour les deux contournements à hauteur de 195 M€. Les travaux devraient commencer en octobre 2026 pour Modra, et en 2028 pour Pezinok. Ce classement parmi les investissements stratégiques, accélère le processus des marchés publics et facilite l'expropriation si nécessaire.

Le 22 septembre, les travaux sur la deuxième partie de la voie de contournement de Prievidza (ouest du pays, 49 000 habitants) ont commencé. Les travaux sont assurés par la société Eurovia (groupe Vinci). Les coûts sont évalués à 23 M€.

### - ferroviaire

En 2024, la Slovaquie a exporté des wagons pour une valeur totale de 427 M€, ce qui place le pays à la quatrième place dans le monde et à la première en Europe. Sa part de marché est de 7 %, les principaux clients se trouvent en Allemagne, en Tchéquie, en Hongrie, en France et en Autriche.

## Environnement

Début octobre 2025, le ministre de l'Environnement Tomas Taraba a annoncé un investissement de 33 M€ pour la construction de nouvelles canalisations des eaux usées dans plusieurs municipalités slovaques, au centre du pays. La construction de 50 km de tuyaux de canalisation permettra à 5 500 habitants de se connecter au réseau. Les travaux devraient être finalisés entre août 2028 et juin 2029, selon les différents districts concernés.

Le 1er octobre 2025, le Parlement slovaque a approuvé le projet de loi du ministère de l'Environnement selon lequel la fermeture, l'assainissement et la surveillance des mises en décharge seront réalisés par une organisation désignée par le ministère de l'Environnement.

En effet, les autorités publiques veulent éviter la situation où un exploitant n'est pas en mesure d'assurer ces tâches, 30 ans après la fermeture d'une mise en décharge. En outre, le taux de contribution à une réserve financière passe de 5 à 8 % des coûts, ce qui devrait garantir un montant suffisant de ressources financières pour gérer un tel site après sa fermeture.

La raffinerie Slovnaft a revu en septembre son projet d'incinérateur des déchets à Bratislava. D'après le ministère de l'Environnement, ce projet était surdimensionné et non acceptable pour le ministère. Désormais, il devrait avoir la capacité de valorisation énergétique des déchets à hauteur de 220 000 t (au lieu de 317 000 t prévus initialement).

Le 2 octobre 2025, la Commission européenne a publié son évaluation du Plan national pour l'énergie et le climat (PNEC) mis à jour de la Slovaquie. La Commission note que la Slovaquie est sur la bonne voie pour atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 22,7 % d'ici à 2030 (par rapport à 2005) mais regrette que la Slovaquie prévoie de ne pas atteindre ses objectifs d'augmentation des absorptions de carbone dans le secteur forestier et de l'utilisation des sols (UTCATF).

Pour en savoir plus : [https://energy.ec.europa.eu/news/commissions-assessment-estonia-and-slovakia-national-energy-and-climate-plans-shows-improvements-2025-10-02\\_en](https://energy.ec.europa.eu/news/commissions-assessment-estonia-and-slovakia-national-energy-and-climate-plans-shows-improvements-2025-10-02_en)

## LITUANIE

### Énergie

#### - éolien

Le groupe OceanWinds (coentreprise entre l'entreprise française Engie et le groupe portugais EDP Renováveis) se retire du projet de parc éolien offshore en mer baltique, au large des côtes lituaniennes. La société publique Ignitis - son partenaire du consortium - devrait racheter 49% des actions de « Offshore wind farm », l'entreprise créée pour la gestion de ce projet, afin de compenser la contribution de Oceanwinds, pour un total de 893 000 €. L'entreprise publique lituanienne devient ainsi l'unique opérateur du projet.

Le Conseil national de régulation de l'énergie (NERC) a annoncé que le second appel d'offres pour la construction d'un parc éolien offshore, lancé en juin 2025, a échoué. Cette décision a été prise en raison d'un nombre de participants trop faible. En effet, lorsque l'appel d'offres s'est clos le 8 octobre, un seul candidat s'était déclaré (Ignitis) – or l'appel d'offres n'est valide légalement qu'avec au moins deux candidats. Le ministre de l'Energie Z. Vaiciunas a déclaré que le gouvernement allait mener des discussions avec la Commission européenne, car l'autorisation de recourir au régime d'aides d'Etat est valable jusqu'au 31 décembre 2025.

En septembre 2025, la Lituanie a dépassé les 5GW de capacités énergétiques installées dans les centrales éoliennes et solaires. Pour le mois de septembre uniquement, Litgrid, gestionnaire du réseau de transport d'électricité, a raccordé 381 MW de capacité totale installée de parcs éoliens au réseau de transport du pays dans les districts de Pagėgiai et Kelmė. L'objectif du gouvernement actuel est d'atteindre une capacité de production d'électricité de 8 GW à partir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2028. Au cours des huit premiers mois de 2025, la production des centrales électriques renouvelables opérant en Lituanie a représenté 67 % de la production du pays et 54 % de l'électricité consommée.

#### - nucléaire

La Lituanie a été élue au Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) lors de la 69e Conférence générale de l'AIEA qui s'est tenue à Vienne en septembre. Le mandat de la Lituanie va jusqu'en 2027. Ž. Vaičiūnas s'est félicité de « ce moment très attendu pour la Lituanie, qui l'attendait depuis près de 20 ans ». La Lituanie a annoncé qu'elle plaidera, dans le cadre de son mandat, en faveur d'une adhésion plus large et d'une application universelle des conventions internationales juridiquement contraignantes et des codes de conduite non contraignants pertinents. Elle soutiendra le partage d'expérience entre les Etats membres dans plusieurs domaines, notamment « le démantèlement sûr des installations nucléaires, la gestion des déchets radioactifs et la sûreté nucléaire et radiologique ».

## Transport

### - maritime

Sur les 9 premiers mois de 2025, le nombre de conteneurs chargés dans le port de Klaipėda a dépassé les 1 million, soit d'ores et déjà le résultat de l'ensemble de l'année 2024. Environ 1,3 M devraient être chargés à la fin de cette année, contre 1,06 M en 2024. L'augmentation du trafic dans le port de Klaipėda est due aux travaux d'aménagement de la zone qui rendent la circulation des porte-conteneurs plus fluide et permettent d'accueillir plus de navires marchands (approfondissement du chenal maritime, etc.). Par ailleurs, depuis 2022, les navires cargo bénéficient d'une exemption sur les droits de tonnage.

## LETTONIE

### Énergie

Selon le président de l'opérateur public de distribution d'électricité Sadales tīkls, S. Jansons, la production d'énergie solaire en Lettonie a atteint un niveau de saturation du marché, avec près d'1 gigawatt de puissance solaire installée, soit un volume supérieur à la consommation nationale lors des journées ensoleillées. L'installation de nouveaux panneaux solaires ralentit, notamment chez les particuliers, et la tendance évolue vers des systèmes hybrides combinant panneaux et batteries de stockage, qui représentent désormais environ 70% des nouvelles installations. S. Jansons souligne que l'offre d'électricité solaire dépasse la demande, entraînant des prix bas ou négatifs sur le marché. Il estime donc nécessaire de concentrer les efforts sur d'autres formes de production, notamment l'énergie éolienne et les solutions de stockage à grande échelle (BESS).

Plus d'information: [Solar energy in Latvia reaches saturation – Sadales tīkls urges shift to wind and batteries - Baltic News Network](#)

### Infrastructure

Le 15 septembre 2025, la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica, a signé un contrat avec COBELEC Rail Baltica, groupement d'entreprises espagnoles Cobra Instalaciones y Servicios S.A. (filiale du groupe Vinci) et Elecnor Servicios y Proyectos S.A.U., portant sur la conception et la construction du sous-système énergétique (ENE) sur l'ensemble de la ligne, couvrant plus de 870 km dans les trois Etats baltes. Le montant total du contrat s'élève à 1,8 Md€ hors TVA. La première étape du projet sera réalisée d'ici 2030 et coûtera 949 M€ hors TVA.

Plus d'information: [Rail Baltica marks ceremonial signing of historic electrification contract - RB](#)

## Transport

Selon le ministère du Climat et de l'Energie, 6456 véhicules électriques ont été acquis par les ménages lettons grâce au système de bonus écologique, mis en place en avril 2022 et visant à favoriser le choix d'un véhicule propre ou peu émetteur de CO<sub>2</sub>. Cela représente 40% de tous les véhicules électriques actuellement immatriculés en Lettonie (11 365). Le montant total de l'enveloppe consacrée à ce dispositif a représenté 30 M€ et a été financé par les revenus issus de la vente aux enchères des quotas d'émission. A ce jour, les véhicules électriques et hybrides ne représentent que 1,54% du parc automobile letton et les experts demeurent sceptiques quant à la possibilité d'atteindre l'objectif de 20 000 véhicules immatriculés d'ici 2030, fixé par le ministère du Climat et de l'Energie.

Le ministère des Transports envisage de lancer un appel d'offres portant sur l'acquisition de 9 trains électriques à batteries et la création d'une infrastructure de recharge pour ces trains d'ici 2029. Le financement total disponible pour la mise en œuvre de ce projet s'élève à 123 M€, dont 104,6 M€ proviennent des Fonds de cohésion et 18,4 M€ d'un financement national. Ces trains sont principalement destinés à assurer la liaison entre Riga et les régions plus éloignées du pays sur les itinéraires Riga – Cēsis et Riga – Daugavpils.

Plus d'information : [Ar Eiropas Savienības fondu investīcijām īstenoš BEMU elektrovilcienu projektu / Satiksmes ministrija](#)

# ESTONIE

## Financements verts pour la compétitivité

L'Agence estonienne des affaires et de l'innovation (EIS) soutient activement les entreprises engagées dans la transition verte grâce à un dispositif de prêts en capital à taux réduit, jusqu'à 2 M€. Grâce à un accord avec le Fonds européen d'investissement dans le cadre du programme InvestEU, les entreprises investissant dans l'efficacité énergétique ou les technologies vertes bénéficient désormais d'un taux d'intérêt de 2,8 à 4 %, soit environ moitié moins que le taux standard.

Ce mécanisme s'adresse notamment aux sociétés développant des solutions de production d'énergie renouvelable, de stockage, ou encore des infrastructures de mobilité propre. Selon le ministre de l'Économie Erkki Keldo, cette politique permet aux entreprises de réduire leurs coûts, d'accroître leur compétitivité et de contribuer à la transition écologique.

## Énergie

La Commission européenne, dans son évaluation du Plan national énergie-climat (PNEC) de l'Estonie (ENMAK 2035), appelle le pays à combler ses lacunes en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. La Commission souligne la nécessité de mieux quantifier les économies d'énergie et d'intégrer davantage les réseaux de chauffage et de refroidissement. Elle encourage également la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles et le renforcement de la recherche et de l'innovation dans les technologies propres, afin de garantir la sécurité énergétique et la compétitivité du pays à long terme.

### - EnR

L'opérateur national Elering a soumis pour approbation une nouvelle méthodologie de répartition des coûts de capacité d'équilibrage entre producteurs (40 %) et consommateurs (60 %). Ce mécanisme, destiné à assurer la stabilité du réseau après la déconnexion complète du réseau BRELL en février 2025 et la synchronisation sur le réseau européen continental, introduira dès 2026 une nouvelle ligne tarifaire sur les factures d'électricité, estimée à environ 1,8 € par mois pour un ménage moyen.

En parallèle, une redevance de sécurité d'approvisionnement sera ajoutée pour garantir la capacité de production en période de forte demande. D'autres réformes visent à renforcer la résilience énergétique : un projet de loi facilitera la création de parcs éoliens et solaires sur d'anciens sites miniers, et Elering lancera un appel d'offres pour des capacités de production « mode îlot » capables d'assurer l'autonomie énergétique du pays en cas d'urgence. Enfin, Eesti Energia, groupe public, réorganisera son activité électrique sous la marque Enefit afin de consolider ses filiales et de renforcer la compétitivité du secteur.

### - hydrogène

L'Estonie poursuit la diversification de son bouquet énergétique en combinant investissements dans le gaz vert et développement de l'hydrogène. À Halinga, dans le comté de Pärnu, une usine de biogaz de 15 M€, alimentée par des déchets organiques et du fumier, sera achevée au printemps 2026 ; elle produira un carburant local et propre principalement destiné au transport public. À Paldiski, un projet de centrale à gaz de 120 M€ soutiendra la future usine d'ammoniac vert, avec un financement public de 11 M€. Ce site fonctionnera au biométhane avant d'évoluer vers l'hydrogène vert, en synergie avec la construction d'un complexe industriel hydrogène-ammoniac à Sillamäe, d'un investissement total de 153,5 M€.

Ces projets s'inscrivent dans un programme national de 400 M€ d'investissements industriels soutenus par l'État, visant à renforcer la sécurité énergétique, créer des emplois qualifiés et positionner l'Estonie comme un futur pôle de production d'énergie décarbonée.

En parallèle, une inspection nationale des installations de gaz liquéfié a mis en lumière des carences de sécurité dans la quasi-totalité des sites contrôlés, amenant les autorités à renforcer la surveillance et les normes de sûreté du secteur.

## Transport

L'ouverture de l'usine d'aimants permanents de la société canadienne Neo Performance Materials à Narva marque une étape majeure dans la réindustrialisation verte du nord-est estonien. Cette implantation, soutenue par le Fonds de transition juste, créera environ 300 emplois directs et jusqu'à 1 000 à terme. Elle vise à réduire la dépendance européenne vis-à-vis de la Chine pour les matériaux critiques nécessaires aux véhicules électriques et aux éoliennes.

### - *mobilité douce*

Un fonds de 7,7 M€, financé par la politique de cohésion européenne, permettra aux municipalités de construire de nouvelles pistes cyclables et piétonnes ainsi que des équipements associés (parkings vélos, bornes de réparation, bancs). La ville de Tallinn a par ailleurs lancé un appel d'offres international pour développer un réseau public de bornes de recharge pour véhicules électriques sur une soixantaine de sites municipaux.

Sur le plan ferroviaire, le gouvernement a confirmé son engagement dans le projet Rail Baltica, malgré les critiques du parti d'opposition EKRE, et alloue près de 1 Md€ à la construction et à la modernisation des routes et lignes ferroviaires. Enfin, le budget 2026 prévoit 175 M€ pour les transports publics, dont l'achat de nouveaux trains électriques et la mise en place d'horaires cadencés entre Tallinn et Tartu.

## Environnement

### - *forêts*

Le ministère du Climat a lancé l'initiative « Forêts numériques » pour moderniser la gestion et le suivi des forêts estoniennes. Ce programme prévoit la mise en place d'un système automatisé de détection des coupes rases grâce aux données satellitaires, ainsi qu'un tableau de bord permettant aux propriétaires de se conformer au règlement européen sur la déforestation. Les travaux visent à améliorer la qualité et l'accessibilité des données forestières et à renforcer la transparence. Parallèlement, les audits internationaux (FSC et PEFC) ont confirmé la conformité de la gestion des forêts publiques par la société RMK aux normes de durabilité, attestant du respect des exigences environnementales et sociales.

### - *ville durable*

La ville de Tallinn a obtenu la certification « Gold » du programme international Green Destinations, reconnaissant ses efforts en matière de tourisme durable. L'audit a évalué positivement la gestion environnementale, la valorisation culturelle et le bien-être social, avec une conformité de plus de 80 % aux critères mondiaux du Global Sustainable Tourism Council. Cette distinction souligne la capacité de la capitale à conjuguer attractivité touristique et durabilité, tout en encourageant d'autres régions estoniennes à suivre cet exemple.

# Agenda

|                       |                                                                                                                                                                                          |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>22 octobre</b>     | Conférence <a href="#">Eco-Miasto</a> , Varsovie                                                                                                                                         |
| <b>4-6 novembre</b>   | <a href="#">Decarbonisation Expo Poland</a> , Ptak Warsaw Expo                                                                                                                           |
| <b>6-7 novembre</b>   | <a href="#">42e Conférence Énergétique EuroPOWER &amp; OZE POWER</a> , Varsovie                                                                                                          |
| <b>19-20 novembre</b> | <a href="#">Offshore Wind Poland 2025</a> , Varsovie                                                                                                                                     |
| <b>24-25 novembre</b> | <a href="#">Forum Mondial sur les énergies renouvelables et la chimie verte</a> , Prague                                                                                                 |
| <b>25-26 novembre</b> | <a href="#">Wrocław Bridge – Energy and Industry Dialogue (Kongres DISE 2025)</a> , Wrocław, débats sur les coûts de l'énergie, la transition, la flexibilité du système, le rôle du gaz |

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie  
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : [kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr](mailto:kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr)